

## **Une fois encore, les retraités sont dans la rue, pour l'augmentation de leurs pensions !**

Hélas, nous le savons tous, parce que nous le vivons au quotidien : le pouvoir d'achat des retraités est en chute libre depuis de trop longues années !

La situation s'est cependant encore très fortement aggravée avec l'arrivée de Macron qui a foncé tel un rouleau compresseur et a écrasé nos pensions par plusieurs décisions successives :

- Augmentation de 25% de la CSG, qui a entraîné une baisse nette des pensions de plusieurs centaines d'euros par an,
- Gel des pensions,
- Sous-indexation des pensions.

En même temps, il supprimait l'ISF et la France devenait championne d'Europe de la distribution des dividendes... !

Macron ne voulait rien entendre de nos revendications ! Nous l'y avons contraint et freiné par nos fortes mobilisations et manifestations. Il a dû reculer en partie sur la CSG et le gel des pensions.

Notre manifestation d'aujourd'hui a lieu alors que s'ouvre au Parlement le débat sur le budget et le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS).

C'est un moment important car la revalorisation ou non de nos pensions sera décidée dans ce cadre.

Suite à nos luttes, le gouvernement semble s'orienter vers une ré-indexation des pensions après la perte subie cette année (+0.3% pour une inflation 1.3%), mais uniquement pour un foyer fiscal inférieur à 2000€. Les pensions des autres continuant d'être sous-indexée (+0.3%, inflation 1.4%).

Une telle mesure, entraînant de nouvelles pertes, est totalement inacceptable.

Une telle mesure partagerait à nouveau artificiellement les retraités en deux groupes, dans le but sans doute, de les diviser pour les opposer.

Nous n'accepterons pas la création inadmissible de cette rupture d'égalité, contraire aux textes officiels.

Aujourd'hui, une fois encore, nous rappelons nos exigences :

- Suppression pour tous de la hausse de la CSG,
- Revalorisation de toutes les pensions,
- Indexation des pensions sur les salaires des actifs,

- Rattrapage immédiat des pertes subies,
- Pas de pension inférieure au SMIC pour une carrière complète.

Nous disons **NON** aux pensions en chute libre !

**OUI** à une augmentation des pensions pour tous !

**L'avenir du retraité ne peut pas être la pauvreté !**

Pour terminer, je voudrais indiquer que d'autres questions sont préoccupantes :

- La situation très difficile des EHPAD, avec un manque flagrant de personnel qui nourrit une maltraitance institutionnalisée.

Avec les personnels des EHPAD et des soins à domicile dans l'action, nous demandons la création de 40 000 postes.

- La loi grand âge et la perte d'autonomie.  
Nous attendons cette loi avec inquiétude puisque, selon la ministre de la Santé Agnès Buzin, elle devrait être mise en place sans moyens nouveaux, par simple redéploiement.

Nous demandons la prise en charge de la perte d'autonomie à 100% par la Sécurité sociale et l'ouverture d'un droit universel, dans le cadre d'un grand service public de l'aide à l'autonomie.

- Le projet de contre-réforme des retraites.  
Le gouvernement voudrait bloquer la part des pensions dans la richesse créée (13.8% du PIB) alors que le nombre des retraités augmente de 150 000 tous les ans. Il programmerait ainsi la baisse des pensions pour tous, actuels retraités ou futurs retraités, du public comme du privé.

D'autres questions qui seront débattues dans ce cadre nous alertent :

- Les pensions de réversion,
- Les règles de revalorisation des pensions.

De nouveaux combats nous attendent donc !

La délégation intersyndicale va être reçue en audience.